

Discours lu par les porte-paroles d'Alliance VITA

Si nous sommes très mobilisés à Alliance VITA, avec *Marchons enfants !*, c'est pour alerter les Français sur les dérives graves de cette loi, qui nous concernent tous et qui aboutissent à de grands risques pour les générations futures.

Le nouveau Premier ministre, comme le président de la République, a voulu se débarrasser de ce texte en plein été, alors que les urgences politiques, économiques, sanitaires et sociales étaient ailleurs. Les Français ont été mis hors-jeu, souvent peu au courant de ce qui se trame, avec des mesures qui ne cessent de changer d'une lecture à l'autre.

Le texte a été totalement remanié, voté par uniquement 60 députés sur 577.

Il passe à côté de trois grandes urgences :

- la véritable lutte contre l'infertilité,
- l'arrêt de l'engrenage eugéniste et
- le respect de l'intégrité de l'espèce humaine

Plus on avance dans l'examen de cette loi, plus elle se vide de l'éthique et met en danger les principes de protection de la dignité et de la vie humaine avec :

- **Une procréation toujours plus artificielle**, qui inaugure clairement « un droit à l'enfant » alors que les députés ont refusé d'inscrire dans la loi le principe selon lequel « ***nul n'a de droit à l'enfant*** » contrairement aux sénateurs :
PMA sans père, bouleversement de la filiation, double don de gamète qui aboutit à « fabriquer » des enfants privés de toute origine, congélation des ovocytes de femmes jeunes pour une hypothétique **maternité** tardive et risquée pour la santé des femmes.
Un pas de plus a été franchi vers le marché de la procréation avec la collecte et la conservation des gamètes humains par des établissements lucratifs.
- **Une sélection accrue des enfants avant la naissance**, y compris sur des critères génétiques en complète contradiction avec la politique de société inclusive que le gouvernement prétend développer.
- **Des lignes rouges sont franchies mettant en danger l'intégrité même de l'espèce humaine** avec la création de chimères homme/animal et d'embryons humains génétiquement modifiés.

A qui sert cette obstination à rejeter tout principe de précaution ? La crise sanitaire a changé la donne et nous devons la prendre en compte : elle nous a fait prendre conscience que l'humanité est autant à protéger que la nature.

De plus, je tiens à dire, au nom d'Alliance VITA que je représente, que nous sommes très mobilisés contre l'adoption sans débat de l'amendement qui **fait exploser l'encadrement de l'avortement** en France. Il ajoute un critère invérifiable de « détresse psychosociale » qui permet d'avoir recours à l'interruption médicale de grossesse, et d'avorter pendant les 9 mois de la grossesse.

Cette mesure a créé un électrochoc chez des personnes de tous bords, choquées par ces avortements tardifs de fœtus en pleine santé, sans proposition alternative.

A Alliance VITA, notre expérience d'aide aux femmes en situation de vulnérabilité nous a appris :

- qu'une détresse s'écoute. Mais qui peut prétendre l'évaluer ? La réponse à une détresse c'est d'en combattre les causes et de la soulager.
- que l'avortement ne devrait jamais s'imposer comme une solution de fatalité, c'est en réalité discriminatoire, culpabilisant et d'une grande violence pour les femmes de ne pas se voir offrir d'autre alternative.

Nous demandons la mise en place d'une politique d'accompagnement et de solidarité pour les femmes enceintes en difficulté, ainsi que la conduite d'une étude qui analyse les causes, les conditions et les conséquences de l'avortement.

Avec ce projet de loi bioéthique, ce qui restait de la protection de l'être humain est gravement mis en souffrance. Nous appelons les sénateurs à modifier la loi et à être à la hauteur des enjeux qui, je le rappelle, nous concernent tous, ainsi que les générations futures.

Nos équipes sont mobilisées dans toute la France, avec les autres associations de *Marchons enfants!*, pour défendre les droits des plus fragiles et manifester notre opposition à ce projet de loi.